



Solidarité avec la nation Wet'suwet'en

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) se tient en solidarité avec les chefs héréditaires, les membres de la communauté et les défenseurs de la terre des Wet'suwet'en.

Nous reconnaissons la souveraineté de la nation Wet'suwet'en sur ces terres non cédées et que tous les chefs héréditaires des cinq clans Wet'suwet'en ont rejetés le pipeline Coastal GasLink de TC Énergie. Nous demandons à la GRC de se retirer immédiatement des territoires Wet'suwet'en.

Le gouvernement canadien s'est engagé à rétablir les relations avec les peuples autochtones. Les titres de propriété autochtone sont protégés par la constitution canadienne et ont été maintenus par des décisions de la Cour Suprême du Canada. Tant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP - [appuyée par le Canada en 2016](#) et [par la C.-B. en 2019](#)) que la Commission de vérité et réconciliation du Canada affirment le principe fondamental du « consentement préalable, libre et éclairé » non seulement des conseils de bande élus, mais aussi des clans et des chefs héréditaires. Nous demandons aux gouvernements fédéral et provincial de respecter UNDRIP en honorant le droit de la nation Wet'suwet'en au consentement préalable, libre et éclairé et de négocier avec la nation Wet'suwet'en sur une véritable base de nation à nation.

Avec un respect profond pour les connaissances traditionnelles autochtones, le RCDÉC reconnaît les liens inextricables entre le capitalisme extractif et le colonialisme, et milite pour des leviers économiques du changement qui contribue au bien-être communautaire et environnemental.

Le peuple Wet'suwet'en se tient debout pour protéger les terres et les eaux et pour démontrer au monde ce que ça signifie de définir le futur par des approches démocratiques, participatives et communautaires. Ce faisant, ils affirment aussi la souveraineté sur le soin et la conservation de notre demeure commune — la définition originale « d'économie ».

Les coûts de construction à eux seuls pour le gazoduc Coastal GasLink sont [estimés à 6,6 milliards de dollars](#). Le montant ne tient pas compte de la dépense du déploiement de la GRC; et n'inclus pas non plus les [milliards de dollars en subventions](#) que le gouvernement canadien paie à l'industrie pétrolière et gazière chaque année.

Certaines Premières Nations Wet'suwet'en ont signé des ententes sur les répercussions et les avantages et obtiendraient des occasions économiques pour leurs communautés. Mais imaginez si un investissement équivalent était plutôt fait uniquement dans une transition

pour une économie écologique créée par la coopération et la décolonisation. Nous serions en mesure d'aborder la crise climatique avec les ressources et l'urgence qu'elles exigent, tout en donnant l'accès à des services communautaires essentiels et à du travail décent.

Dans cette ère de crise climatique, il est plus important que jamais auparavant que les décisions qui ont un impact sur les communautés soient ancrées dans les connaissances locales et menées par des communautés. Les défenseurs de la terre Wet'suwet'en nous apprennent tous comment défendre une réalité économique qui honore la terre et tous les êtres et qui priorise le bien-être communautaire plutôt que les profits du secteur privé.

Nous demandons des investissements afin de créer une société où toutes les personnes et les communautés, maintenant et dans le futur, puissent avoir une bonne qualité de vie. Nous demandons à nos membres, collaborateurs, amis et alliés de se joindre en solidarité avec la nation Wet'suwet'en en condamnant la violence coloniale continue contre les peuples et les communautés autochtones, incluant le retrait forcé et en encourageant les voix et les actions des défenseurs de la terre et leurs alliés.

Solidairement,

Le Réseau canadien de développement économique communautaire

Vous souhaitez avoir une meilleure compréhension de la situation?

Nous encourageons les personnes à continuer d'apprendre et à faire leur propre recherche. Nous vous partageons quelques ressources ci-dessous :

- Unist'ot'en Camp a publié une déclaration sur la situation émergente le [9 janvier](#) et à nouveau le [10 février](#) et continuera d'afficher des [mises à jour ici](#)
- L'[Office of the Wet'suwet'en](#) et [Unist'ot'en](#) fournissent des renseignements détaillés sur les chefs héréditaires de la nation et le système de gouvernance
- Pour une analyse plus large des ordres juridiques autochtones et des systèmes de gouvernance héréditaire, le [Indigenous Law Research Unit](#) (unité de recherche sur la loi autochtone) de l'Université de Victoria a une abondance de ressources (en anglais) sur son site Web
- Un article (en anglais) sur les [différences entre le leadership élu et héréditaire](#) (CBC)
- [The Wet'suwet'en, Aboriginal Title, and the Rule of Law: An Explainer](#) (First People's Law) [Les titres de propriété Wet'suwet'en et la loi : une explication]
- [Putting the RCMP raid on the Wet'suwet'en in Historical Perspective](#) (Toronto Star) [Inscrire la descente de la GRC en territoire Wet'suwet'en dans une perspective historique]
- Résolution du [Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies](#) demandant un arrêt de la construction du gazoduc Coastal GasLink (anglais)

Vous cherchez une façon d'offrir votre soutien?

Faites un don :

- au [Unist'ot'en Camp Legal Fund](#) pour soutenir les droits juridiques et la cause des titres de propriété des Wet'suwet'en
- au [Gidimt'en Access Point](#)
- à l'Office of the Wet'suwet'en en postant un chèque au 205 Beaver Road, Suite 1, Smithers, BC V0J 2N1

Suivez Unist'ot'en : [Facebook](#) & [Twitter](#)

Signez l'engagement : [Joignez-vous à des milliers d'organisations et de personnes en signant l'engagement à soutenir Unist'ot'en.](#)

Contactez des représentants :

[Cette page a été créée](#) afin que vous puissiez envoyer un courriel directement aux ministres fédéraux pertinents et aux ministres provinciaux de la C.-B. demandant que la GRC et que Coastal GasLink respectent Unist'ot'en/Giltseyu-Dark House sur leurs terres non cédées.

Appelez des ministres provinciaux et fédéraux :

- Le premier ministre de la C.-B. John Horgan (250) 387-1715
- Le ministre de la Sécurité publique Mike Farnworth (250) 356-2178
- Le ministre des Relations et de la Réconciliation autochtone Scott Fraser (250) 953-4844
- Le Procureur général David Eby (250) 387-1866
- Le député provincial de Stikine (territoire Wet'suwet'en) et ministre des Forêts Doug Donaldson (250) 387-6240
- La ministre de l'Énergie Michelle Mungall (250) 953-0900
- Le premier ministre Trudeau (613) 992-4211
- La ministre fédérale des Relations Couronne-Autochtones Carolyn Bennett (613) 995-9666
- Trouvez les coordonnées de votre [député provincial](#) et [député fédéral](#)

Nous remercions [Unis'tot'en](#) et le [Sierra Club of BC](#), de qui des ressources supplémentaires ont été adaptées.